

# L'ÉCO



## de la semaine

12 au 16 Juin 2023

### Sponsors Officiels



### Sponsors Gold



### Sponsors Silver



### Partenaires



Développement : Le MICC enclenche la vitesse de croisière .....	3
Approvisionnement : Rétablissement progressif de l'électricité .....	3
Électricité de la Jirama : Mécontentement des usagers suite au retard de livraison du fioul lourd .....	4
Réunion du COMESA : Yvette Sylla plaide pour le climat .....	4
Développement sectoriel: mise à jour de la Loi sur l'élevage .....	5
Journée mondiale de l'artisanat: le savoir-faire des artisans malgaches à l'honneur .....	5
Consommation locale : La consommation locale, moteur de croissance .....	5
Électrification rurale : La centrale de Sahatona inaugurée .....	6
Intégration dans la Zlecaf: la Bad accompagne Madagascar .....	6
Électrification rurale : La centrale de Sahatona inaugurée .....	7
Telma et Itel : Partenariat pour la commercialisation des smartphones A60 .....	8
Produits d'excellence : Madagascar accueille le panel d'experts cacao fin .....	8
Industrialisation : Le Sénat roule pour la loi sur les coopératives .....	9
Madagascar – Union Européenne : Un taux de décaissement à mi-parcours de 56% pour le 11ème FED .....	9
Coopération : l'UE passe à un nouvel instrument de financement .....	9
Emplois à l'étranger : Des arnaqueurs se font passer pour des recruteurs des Nations Unies .....	10
Disparition des ressources : Des pêcheurs de Toliara migrent vers le Boeny .....	10
Agrégation agricole : Engagement du groupe STOI à partager les risques .....	11
Sucoma Ambilobe: la production sucrière devrait atteindre 63.000 tonnes cette année .....	11
Agrégation agricole : Engagement du groupe STOI à partager les risques .....	12
Centre de conférences international: coup d'envoi de la 9e édition de l'ITM .....	13
Filière café: chute drastique de la production malgache .....	13
Salon de l'ITM-2023 : Un million de touristes en ligne de mire .....	14
Droit du travail : Madagascar s'aligne aux normes de l'OIT .....	15
Forum Germano-Africain de l'Energie : Participation active de Madagascar à Hambourg Allemagne .....	16

# Développement : Le MICC enclenche la vitesse de croisière

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 JUIN 2023

**Le ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation met les bouchées doubles depuis le début de l'année. Il mène des projets sur plusieurs fronts.**

Au four et au moulin. C'est le moins que l'on puisse dire du ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation. Depuis le début de l'année, le ministre Edgard Razafindravahy ne ménage pas sa peine pour réussir le velirano numéro 7 du président de la République concernant l'industrialisation du pays. Comme il l'a annoncé depuis qu'il a pris en main ce département en août 2021, les zones de pépinières industrielles et le programme

autrement, c'est le credo du ministre Razafindravahy. Ainsi soixante-quinze unités industrielles sont à mettre en place dans les districts pour transformer les produits locaux et produire ce dont la population a besoin. En cinq mois, quinze districts sont déjà dotés d'une unité industrielle de transformation. La série a commencé à Ambositra où une miellerie a été installée. La même unité a été mise à Fianarantsoa, Manjakandriana, Atsimondrano, Mahajanga II, Manakara et Farafangana. Puis Morondava, Tsiroanomandidy et Miarinarivo, producteurs d'arachides ont été dotés d'une huilerie. Une usine de torréfaction de café a été ins-

stituée à Faratsiho et Betafo. Quand on sait que Faratsiho produit 100 000 tonnes de pommes de terre par an, on réalise aisément l'utilité de cette unité pour ce district. Il reste donc à ce jour soixante unités à mettre en place jusqu'à la fin de l'année

## Grande performance

Le département d'Edgard Razafindravahy a été également crédité d'une grande performance cette année. Avec le soutien du secteur privé, la nouvelle loi sur les investissements a été votée à l'Assemblée nationale. C'est un changement important et positif pour le monde des affaires et de l'entrepreneuriat qui met sur un pied d'égalité les investissements nationaux et les étrangers. La dernière loi devenue désuète date de 2007. Grâce à la collaboration sincère avec le secteur privé à travers le dialogue politique, les résultats suivent. Il en va de même de la loi sur les coopératives baptisée « Loi Edgard » que l'Assemblée nationale a validé la semaine passée. Il s'agit également d'une loi qui va faciliter beaucoup de choses surtout au niveau de la base à partir de laquelle tout projet de développement doit commencer. En attendant le prochain district bénéficiaire d'une unité de transformation, le MICC prépare d'arrache-pied le panel sur le cacao à Antananarivo les 13-14 juin. Grâce à la diligence du ministre Razafindravahy lors d'un sommet en Côte d'Ivoire, Madagascar s'est vu confier la tenue de cette réunion internationale sur le cacao au nez et à la barbe des grands pays producteurs pour ne citer que la Côte d'Ivoire, premier producteur de cacao en Afrique. Une réunion d'une importance capitale pour l'avenir du cacao malgache réputé pour sa qualité mais de faible quantité. Le MICC a du pain sur la planche mais le développement est à ce prix..



One District One factory seront intensifiés pour accélérer le développement, assurer l'autosuffisance alimentaire, réduire l'importation et ne plus subir la hausse des prix. Les produits de base consommés surtout dans les campagnes sont surtout privilégiés à l'image du sucre, du miel, de l'huile, du café... La lutte contre la hausse des prix se gagnera par la production et par la consommation des produits locaux et pas

tallée à Vohipeno, grand producteur de ce grain. Et récemment, une unité de transformation de lait et de production de fromage a été aménagée à Ambatolampy, grand producteur de lait. Trois autres districts du Vakinankaratra ont eu droit diverses unités de transformation. Une usine de transformation de pomme en cidre a été remise à Antsirabe alors qu'une unité de transformation des pommes de terre en chips a été

# Approvisionnement : Rétablissement progressif de l'électricité

MIANGALY RALITERA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 JUIN 2023

C'est le grand ouf de soulagement. Aussi bien pour la Jirama que pour ses abonnés dans le réseau interconnecté d'Antananarivo (Ria). Elle annonce la disponibilité des fuels lourds pour le Ria. « Nous avançons vers le rétablissement de la production de l'électricité, dans le RIA. Les fuels lourds sont arrivés à Ambohimambola. Ils peuvent être utilisés, immédiatement. Cela, grâce aux collaborations avec la Logistique pétrolière SA (LPSA) et les transporteurs de carburants. L'acheminement de ces carburants, depuis Toamasina, se poursuit », déclare cette société de production et de distribution d'électricité et d'eau, samedi. Les



résultats sont palpables. Les coupures ont diminué. La Jirama n'a plus publié de programme de délestage tournant, ce week-end. Il était temps. L'atmosphère commen-

çait à être très tendue. Les manifestations contre les coupures de courant, se multipliaient. La dernière en date, le barrage sur la route nationale 7, à Tanjombato, érigé par des habitants de ce quartier, vendredi soir. Avec les longues coupures intempestives, les prétextes et les promesses non tenues de la Jirama, ses clients en avaient ras-le-bol. La fin du délestage a été annoncée pour, vendredi dernier. Mais le délestage persistait. Marcel Ramarason, le directeur général adjoint en charge de l'électricité dans le Ria, a expliqué que le retard de l'arrivée des fuels lourds a provoqué la prolongation du temps de délestage. Il souligne,



par ailleurs, que d'autres coupures peuvent encore survenir, malgré la résolution de ce « délestage économique ». Hier, par exemple, le courant a été coupé à Andohatapenaka,

et à l'Ouest d'Antananarivo, d'Andraharo jusqu'à Andranotapahana. « Des incidents peuvent générer un délestage technique. Les travaux d'entretien se poursuivent.

Nous ferons de notre mieux pour éviter des coupures, surtout, en cette période de fête », note-t-il.

## Électricité de la Jirama : Mécontentement des usagers suite au retard de livraison du fioul lourd

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 12 JUIN 2023

Le problème de délestage sur le RIA (Réseau interconnecté d'Antananarivo) n'a pas été résolu, vendredi dernier, contrairement à ce que les dirigeants de la Jirama avaient prédit. En effet, l'arrivée d'une grande quantité de carburant au port de Toamasina, destinée aux centrales thermiques de la Jirama, devait mettre fin au délestage économique depuis la semaine dernière. Pourtant, des coupures à répétition ont encore été enregistrées en fin de semaine. Selon les explications de Marcel Ramaroson, DG par intérim, responsable du RIA auprès de la société d'État, la cause du problème vient du retard des livraisons. «

Les camions-citernes, chargés de transporter le fioul lourd, depuis le port de Toamasina, n'ont fait leurs premières livraisons à Ambohimambola que le samedi 10 juin. Heureusement, ces carburants peuvent être utilisés immédiatement. Les livraisons se poursuivront encore en collaboration avec les transporteurs et la Logistique Pétrolière (LPSA) », a-t-il déclaré. Pour sa part, le DG par intérim, Ranarivelo Andriamifidisoa, a indiqué que la production d'électricité commence déjà à augmenter petit à petit. Selon les explications faites par les représentants de la Jirama, le délestage pour Antananarivo et ses environs devrait donc



être réduit considérablement, à compter de cette semaine.

## Réunion du COMESA : Yvette Sylla plaide pour le climat

RIJA R. | MIDI MADAGASCAR | 12 JUIN 2023

**La question environnementale a été abordée par Yvette Sylla à Lusaka. Elle revendique des actions à l'échelle régionale pour réduire les impacts du changement climatique dans les pays de la région.**

La ministre des Affaires étrangères a ouvert le registre environnemental lors de sa récente sortie africaine. Yvette Sylla a participé le 6 juin dernier à la 18ème réunion des ministres des Affaires étrangères du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) qui s'est tenue à Lusaka, capitale zambienne. C'est une occasion pour elle d'aborder un sujet à la mode sur le plan international. La question environnementale a été, en effet, mise en avant durant l'intervention de cette membre du gouvernement devant ses pairs africains à cette réunion qui a réuni plusieurs autres membres de gouvernement des pays membres. Selon le communiqué du ministère des Affaires étrangères, elle a fait le plaidoyer sur les impacts du changement climatique qui affectent particulièrement les Etats insulaires, dont Madagascar. Sur le sujet, elle a mis l'accent sur la sécheresse extrême dans le Grand Sud et les périodes cycloniques qui sont de plus en plus intenses. Le gouvernement a déjà déployé ses moyens pour s'occuper de cette zone, mais la situation locale tarde à s'améliorer. L'efficacité des actions et l'envergure des interventions manquent pour redresser la situation locale.

### Risques

Toujours est-il que, toujours selon la



ministre, ces catastrophes naturelles ravagent la Grande île et exacerbent les causes structurelles de l'insécurité et des crises. Raison pour laquelle il est nécessaire d'agir au niveau régional, estime Yvette Sylla. Par ailleurs, la ministre a évoqué que la contribution de Madagascar aux rejets mondiaux en dioxyde de carbone est infime. Pourtant, le pays se retrouve parmi les plus grandes victimes du changement climatique. A ce titre, selon la missive du ministère des Affaires étrangères, Madagascar a plaidé, à Lusaka, pour la mise en place de projets et d'actions liés à l'adaptation, l'atténuation, la préparation et la réponse aux risques et catastrophes, et entend jouer le rôle d'acteur de premier ordre sur la scène régionale. La réunion des ministres des Affaires étrangères du COMESA a éga-

lement traité des questions de paix et de sécurité dans la région, lesquelles sont au service du développement durable et de la croissance économique. Durant son allocution, Yvette Sylla a mis l'accent sur la paix et la sécurité comme instruments de réussite de l'intégration et de la coopération régionales qui sont des éléments essentiels pour soutenir le développement économique de la région et améliorer les conditions de vie des concitoyens. Cette réunion ministérielle précède le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du COMESA qui s'est tenu le 8 juin 2023.

# Développement sectoriel: mise à jour de la Loi sur l'élevage

ARH. | LES NOUVELLES | 12 JUIN 2023

Les promoteurs du secteur de l'élevage constatent que «compte tenu des avancées techniques et technologiques dans le domaine de l'élevage, la loi actuelle sur l'élevage qui date de 2006 fait face à des vides juridiques et n'arrive plus à cerner certaines activités dans ledit secteur». De ce fait, la mise à jour de cette loi, s'avère nécessaire vu que le développement du secteur, dépend complètement de son application. Dans ce sens, un atelier relatif à la mise à jour de la Loi 2006-030 du 24 novembre 2006, régis-

sant le secteur élevage, s'est tenu à Miarinarivo, région Itasy, la semaine passée, sous la houlette du ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae) à travers le Service de la Législation et des études/ DAJC et financé par l'Union européenne dans le cadre de la mise en œuvre du programme «Rindra». «La mise à jour de la Loi sur l'élevage, à travers l'évaluation et le diagnostic s'avère très importante, en identifiant les lacunes, les propositions d'articles à rajouter afin d'accomplir les défis d'accélérer l'atteinte de

l'émergence du secteur agricole moderne et conforme aux normes internationales», a souligné à cette occasion le directeur général de l'Elevage, Lezoma Tsiry Andriamahatola. Cette présente Loi, comportant 9 titres, 12 chapitres et 97 articles, institue le cadre général des mesures destinées à favoriser la production des animaux, préserver et améliorer le patrimoine biologique national, protéger la santé des animaux ainsi que la santé publique vétérinaire et développer les échanges commerciaux.

## Journée mondiale de l'artisanat: le savoir-faire des artisans malgaches à l'honneur

ARH. | LES NOUVELLES | 12 JUIN 2023

**Madagascar a célébré la Journée mondiale de l'artisanat le 10 juin. Une occasion de promouvoir davantage cette chaîne de valeur qui contribue de manière effective à la réduction du chômage et du sous-emploi. Diverses manifestations dans les 23 régions ont marqué cette journée**

Pour Antananarivo en particulier, cette célébration s'est singularisée par des activités dont le grand carnaval sur l'avenue de l'indépendance Analakely et la vente-exposition à la Gare Soarano, tenue depuis jeudi jusqu'à samedi. Les produits exposés ont mis en avant le savoir-faire des artisans malgaches, la qualité et surtout l'authenticité des produits «Made in Madagascar». Le ministère de l'Artisanat et des métiers ambitionne de faire rayonner davantage les produits artisanaux malgaches aussi bien sur le territoire national que sur les marchés du monde entier. A noter que ce secteur fait

vivre plus de deux millions de personnes car il regroupe 164 métiers repartis dans 14 filières (bois et dérivés, métaux et travail de métaux, pierre et bijouterie, textile et habillement, aménagement de l'habitat, fibres végétales, divers animaux, agro-alimentaire et alimentaire, corps, hygiène et esthétique, peinture, photographie et art graphique, culture et loisirs, micromécanique, électronique, soie et autres). «Le ministère avait déjà soutenu plus de 140 artisans en leur offrant des opportunités. Nous avons par exemple envoyé des artisans d'Amoron'i Mania, Analamanga, de la Diana, en Turquie, au Burkina Faso, au Qatar... Nous avons aussi organisé des expositions auprès de 23 ambassades de Madagascar à l'étranger», indique la ministre de l'Artisanat et des métiers, Sophie Ratsiraka «Le ministère projette d'organiser des manifestations de ce genre au moins deux fois par an pour

donner plus de visibilité aux artisans», a-t-elle ajouté.

### PSNDA

Parmi les initiatives allant dans le sens, l'élaboration de la «Politique et stratégie nationale pour le développement de l'artisanat (PSNDA) 2023-2032». Ledit document a déjà été présenté officiellement lors de la conférence des bailleurs, au ministère de l'Artisanat, le 26 mai. Malgré le contexte, apparemment avantageux pour l'artisanat malgache, des problèmes restent à résoudre qui auraient des impacts bénéfiques, non seulement sur le plan économique et social. Des difficultés liées notamment aux matières premières, aux financements, au développement des productions artisanales, aux marchés et aux exportations, à la fiscalité, à la protection sociale des artisans et des produits, ou encore à la structuration du secteur.

## Consommation locale : La consommation locale, moteur de croissance

RAVO ANDRIANTSALAMA. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 JUIN 2023

**Le président du Syndicat des industries de Madagascar (SIM), Tiana Rasamimanana souligne l'importance de la consommation locale pour l'économie globale du pays.**

Les produits locaux, en termes de qualité, n'ont vraiment rien à envier aux produits importés, pourtant, la population malgache penche souvent pour l'achat des produits importés. Pourtant, la consommation de produits locaux, ou consommation locale, est le meilleur moyen d'encourager les producteurs malgaches qui fournissent les matières premières transformées et commercialisées. Cela pourrait devenir un véritable levier pour le développement économique du pays, avec des créations d'emplois, des professionnalisations des wpersonnels que cela génère. Dans une

vidéo publiée hier, le président du syndicat des industries de Madagascar (SIM), Tiana Rasamimanana, insiste sur l'importance de la consommation locale pour l'économie globale du pays et incite les compatriotes à consommer local, pas seulement pour l'économie de Madagascar, mais aussi pour la qualité des produits malgaches qui sont de normes internationales, surtout ceux qui ont le label « Malagasy Ny Antsika ». Six entreprises du groupe INVISIO sont nouvellement labellisées Malagasy Ny Antsika. Afin d'obtenir des qualités de produits suivant les normes internationales, le président du SIM préconise la formation des employés.

### Le défi

« Pour avoir les produits qui suivent les normes de qualité, il est important que les



employés des industries suivent des formations. Ces formations sont assurées en collaboration avec le Fonds Malagasy de Formations Professionnelles. » Il est évident que les produits locaux sont de bonne qualité et n'ont vraiment rien à envier aux produits importés. Néanmoins, la tendance des consommateurs malgaches penche plutôt



pour l'achat et la consommation des produits importés. Pour la plupart des ménages malgaches, les prix des produits locaux sont inaccessibles par rapport au pouvoir d'achat qui ne cesse de régresser. D'après un consommateur, le prix exorbitant des

produits locaux, surtout les produits de l'artisanat, est un frein à la consommation locale. Il arrive de penser que les produits locaux ne sont pas du tout destinés à la consommation locale, mais directement à l'exportation. La proportionnalité des prix

avec le pouvoir d'achat des Malgaches est donc un défi majeur à relever pour le Syndicat des industries de Madagascar pour faire augmenter la consommation locale.

## Électrification rurale : La centrale de Sahatona inaugurée

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 JUIN 2023

**Le ministre de l'Énergie et des hydrocarbures (MEH), Solo Andriamanampisoa, accompagné d'une délégation composée des autorités régionales et les acteurs du sous-secteur électrification rurale, ont inauguré, ce 10 juin, la centrale hydroélectrique de Sahatona.**

Avec ses 1,6MW, cette nouvelle infrastructure approvisionne en électricité les communes de Sahatona, Camp Robin, Vohiposa ainsi que le réseau interconnecté de Fianarantsoa. « Un grand changement pour les trois communes longtemps assaillies par l'insécurité désormais en bonne voie vers le développement durable », a fait savoir le MEH suite à cette cérémonie d'inauguration de ce projet réalisé par l'ONG Gret et l'entreprise HIER, avec le financement de l'Union européenne, de l'AFD et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial). L'Agence de Développement de l'Électrification Rurale (Ader) a aussi été impliquée dans cette initiative entreprise, en tant que maître d'ouvrage délégué, dans le cadre du projet Rhyviere II (Réseaux hydroélectriques villageois et protection de l'environnement).

À noter que l'approche adoptée par le Gret et ses partenaires dans le cadre du projet Rhyviere II s'appuie sur l'exploitation du potentiel hydroélectrique disponible, grâce à la présence d'importantes ressources naturelles en eau, une énergie renouvelable. Ceci permet aux populations rurales d'accéder à l'électricité de manière durable et à faible coût. Ces centrales, dont celle de Sahatona, permettent à 8000 ménages répartis sur 8 communes d'accéder à l'électricité de façon continue. On sait en outre que plus de 50 structures



sanitaires, éducatives et administratives sont aussi raccordées aux réseaux d'électricité mis en place dans le cadre du projet, favorisant ainsi le développement de ses zones d'intervention. Par ailleurs, dans les zones éloignées de ces réseaux principaux, la mise en place de solutions alternatives, à travers des plans communaux de développement de l'électricité, a été effectuée. Ces solutions reposent sur l'utilisation des ressources renouvelables disponibles, telles que l'énergie solaire. Au sein d'une « maison de l'électricité », les habitants ont ainsi accès à un service mutualisé et peuvent y charger leur téléphone portable ou avoir accès à un système de réfrigération, par exemple. En plus de la mise en place des infrastructures pour la production de l'électricité, le Gret a contribué à la promotion des activités économiques dans les régions d'intervention. Cela s'est notamment traduit par l'organisation de forums des métiers, visant à promouvoir les activités génératrices de revenus liées à l'usage de l'électricité ainsi qu'à mettre en relation les acteurs économiques avec différentes parties prenantes.

### Plus que de l'électrification

Des fiches sur les métiers liés à l'usage de l'électricité ont ainsi été diffusées. Chacune

de ces fiches métiers présente des informations pratiques sur les démarches à suivre pour démarrer l'activité, les matériels électriques nécessaires, les coûts d'investissement..., à l'instar de la création d'un salon de coiffure, d'un cyber. En outre, un appel à projets national destiné aux jeunes a été organisé afin de créer une dynamique entrepreneuriale dans les territoires électrifiés, d'inciter les jeunes à installer leur entreprise dans une zone rurale à forte potentialité économique et surtout d'inspirer la population à la création de nouvelles activités génératrices de revenus. Cette démarche a débouché sur l'accompagnement d'entrepreneurs locaux dans le développement de leurs entreprises. Le projet Rhyviere II intègre également un volet spécifique de protection de l'environnement et de pérennisation de la ressource en eau, utilisée pour la production d'énergie mais aussi pour les besoins de l'agriculture.

Des diagnostics socio-environnementaux ont été menés afin de proposer les solutions les mieux adaptées : actions antiérosives, promotion des techniques d'agroécologie, notamment. L'équipe du projet a priorisé dans ses actions environnementales la mise en place des pépinières villageoises et le reboisement afin de satisfaire le besoin en bois de la population d'une part, et de renforcer la préservation de la ressource en eau dans les bassins versants par l'augmentation de la couverture forestière, d'autre part. Pour faciliter la mise en œuvre de telles activités, un partenariat avec les structures ministérielles régionales a été développé. Ainsi, le projet qui a permis la réalisation de la centrale de Sahatona dépasse largement l'objectif d'électrifier la zone.

## Intégration dans la Zlecaf: la Bad accompagne Madagascar

| RIANA R. | LES NOUVELLES | 13 JUIN 2023

**Faisant partie des pays signataires de la Zlecaf depuis 2018, Madagascar n'a pas encore ratifié l'accord lié au régime commercial. La Bad apporte son appui au gouvernement malgache dans les processus d'intégration à cette zone de libre échange africaine.**

La Banque africaine de développement (Bad) accompagne Madagascar dans le

processus d'intégration à la Zone de libre échange continentale africaine (Zlecaf). L'institution vient d'accorder un don de 1,3 million USD au gouvernement malgache, à travers la Facilité d'appui à la transition, destiné au financement du projet d'appui à la mise en œuvre de la Zlecaf. L'accord a été signé hier dans les locaux du ministère de l'Économie et des finances (MEF) à Antani-

narenina. L'appui financier contribuera à la mise en œuvre des réformes et politiques appropriées liées à la Zlecaf. Il soutiendra notamment la mise en place d'un cadre institutionnel et le renforcement de capacité des acteurs, ainsi que la sensibilisation des parties prenantes concernées, essentiellement les membres du secteur privé. L'appui apporté par la Bad a pour objectif de sou-

tenir une stratégie nationale permettant d'accélérer la mise en œuvre de la Zlecaf à Madagascar. La Grande île fait partie des pays signataires de ce régime commercial depuis 2019, mais elle n'est pas encore passée à la ratification. Plusieurs pays africains tels que la Tanzanie, la Mauritanie, le Kenya, l'Égypte, le Cameroun, le Rwanda et le Ghana réalisent des échanges commerciaux dans ce marché actuellement.

### **Un faible rapport commercial avec l'Afrique**

Pour le cas de Madagascar, ses rapports commerciaux avec le continent Noir restent marginaux malgré ses potentiels et ses

ressources, selon le constat de la Bad. Les exportations du pays sont pour la plupart tournées vers les États-Unis, l'Europe, l'Asie, le Moyen-Orient. Et pourtant, Madagascar participe à trois communautés économiques régionales, dont la Comesa, la Sadc et la Commission de l'océan Indien (COI). D'après la Bad, «Le commerce intra-africain avec Madagascar compte moins de 5% des échanges, en raison de la faible connectivité des infrastructures du pays avec l'Afrique continentale». La Zlecaf, signée en 2018 suite à la décision des pays africains de créer une zone de libre-échange continentale aux fins de relancer le commerce



intra-africain, est entrée en vigueur en janvier 2021.

## Électrification rurale : La centrale de Sahatona inaugurée

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 13 JUIN 2023

### **D'autres alternatives ont été lancées afin de se substituer aux engrais chimiques importés dont les prix ne sont plus à la portée des paysans.**

L'Agence de Développement Inclusif et Durable (ADID) a ainsi organisé la vulgarisation des usines de production d'engrais biologiques, en travaillant en partenariat avec la société Faly HORDEA se spécialisant dans le domaine de l'agri-business. Celle-ci a déjà implanté une usine de production d'engrais biologiques à Toamasina. « Elle est maintenant opérationnelle. Notre prévision de production s'élève à 2 tonnes d'engrais biologiques à base de compost issu de l'élevage de mouches soldats noirs ou « Black Soldier Fly » (BSF) mélangé avec des éléments organiques produits par des chercheurs au sein de FOFIFA », a expliqué Faly Rasamimanana, l'initiateur de ce projet, à la presse hier.



### **Consommateurs plus exigeants**

En effet, « nous nous engageons à valoriser les résultats de recherche de nos scientifiques nationaux. En effet, leurs produits sont souvent classés dans les tiroirs alors que cela contribue énormément à assurer un développement rural si on les diffuse à grande échelle. Ils partent à la lutte contre l'insécurité alimentaire, voire même à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire tant prônée par l'Etat. À titre d'illustration, nos chercheurs ont déjà trouvé des solutions

pour mener une lutte biologique contre les maladies et les insectes nuisibles aux cultures. Ce qui permettra ensuite de réduire le coût de revient des exploitants agricoles. Et les productions agricoles issues des cultures biologiques sont également très prisées sur le marché international puisque les consommateurs deviennent actuellement plus exigeants en matière de respect de l'environnement et de la protection de la santé publique. Dans le cadre de cette fabrication d'engrais biologiques, ils ont effectué des recherches sur leur composition et les dosages pour chaque éléments organiques qui sont conformes à chaque condition climato-pédologique des parcelles de terrain à exploiter », a-t-il fait savoir.

### **Source de protéines de haute qualité**

Cette fois-ci, les promoteurs ont développé l'élevage de mouches soldats noirs ou BSF qui permet de produire des composts naturels à travers la valorisation des déchets organiques. Cette activité est déjà en vogue depuis ces derniers temps à Madagascar. « L'Agence de Développement Inclusif et Durable a ainsi travaillé en collaboration avec la commune urbaine de Toamasina pour collecter les déchets organiques au niveau du marché municipal. En effet, ces mouches soldats noirs se nourrissent principalement des épiluchures de fruits et légumes ainsi que des brèdes. Près de 200kg de déchets organiques y sont collectés journalièrement pour l'instant. Cet insecte originaire du continent américain les transforme ensuite en une source de protéine de haute qualité qui est également favorable à l'alimentation animale », d'après toujours les explications de Faly Rasamimanana, le promoteur de ce projet.

### **Expérimentations concluantes**

Il est à noter que ce compost est au début destiné à l'alimentation animale notam-

ment pour l'aviculture, l'élevage bovin et la pisciculture, et ce, en substitution aux provendes dont les prix ne cessent également d'augmenter depuis ces dernières années. Nombreux sont les éleveurs qui témoignent de l'efficacité de produits alternatifs pour leurs cheptels. À titre d'illustration, la croissance des volailles devient plus rapide. Pour l'élevage de poules pondeuses, leurs œufs sont également de gros calibre, a-t-on soulevé. En revanche, cet opérateur économique a eu l'initiative de l'exploiter en vue de produire des engrais biologiques servant à booster la production agricole, et ce, en travaillant en partenariat avec des chercheurs au niveau du FOFIFA. « Les expérimentations que nous avons effectuées sur des parcelles servant à développer des cultures maraîchères à Toamasina, ont été concluantes. Nous envisageons ainsi de vulgariser ces engrais organiques au niveau des coopératives de producteurs partenaires dans les régions Atsinanana, Analanjirifo et Analamanga. L'objectif consiste à stabiliser les prix des légumes sur le marché face aux effets inflationnistes dues à plusieurs raisons dans le pays », a-t-il enchaîné.

Par ailleurs, des séances de présentation et de dégustation des produits agricoles issus de l'utilisation de ces intrants naturels, seront d'ailleurs prévues le mois prochain dans le cadre de l'événement organisé par l'association économique Madagascar-Japon. Les promoteurs restent convaincus que la vulgarisation des usines de production de ces engrais biologiques au niveau des zones de production éparpillées dans tout Madagascar, va contribuer réellement à la sécurité alimentaire, et partant à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire à Madagascar.



# Telma et Itel : Partenariat pour la commercialisation des smartphones A60

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 13 JUIN 2023

L'exclusivité de la commercialisation des smartphones A60 à Madagascar. C'est l'accord que Telma a signé avec Itel-Transsion. Pour les deux parties, l'objectif est d'offrir un large choix de produits haut de gamme à la population malgache. « Ce smartphone figurera désormais parmi ceux qui seront exposés dans les vitrines des Telma Shops, partout dans la Grande Ile. Nous travaillons pour que chaque Malgache puisse profiter pleinement de la connexion au réseau 4G et bientôt à la 5G ready, grâce à des appareils user friendly et innovants. Grâce à ce partenariat, nous élargissons notre panel de propositions à nos clients, en mettant le smartphone A60 à leur disposition », a affirmé Riantsoa Rabefitia, responsable des Relations publiques auprès de Telma Madagascar, lors d'une conférence de presse organisé hier au Campus Telma à Andra-



haro. De leur côté, les promoteurs de l'A60 auprès d'Itel ont noté que ce smartphone dispose de très bonnes capacités et que l'offre inclut 2 Go de data offerts par Telma.

Bref, pour les deux partenaires, l'A60 devrait répondre aux besoins d'une grande partie du public, et contribuer au développement numérique.

# Produits d'excellence : Madagascar accueille le panel d'experts cacao fin

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 14 JUIN 2023

**En marge de la Semaine des produits d'excellence qui se déroule depuis le 12 juin jusqu'au 18, la réunion du panel d'experts cacao fin de l'ICCO se tient à Antananarivo. Madagascar compte bien figurer dans l'annexe C sur le Cacao.**

Le cacao malgache vise l'excellence. La réunion du panel de l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO) sur le cacao fin se

des fèves rares. Pour le ministre de l'Industrialisation, du Commerce et de la consommation, en même temps aussi président du Conseil d'administration du CNC, Edgar Razafindravahy, l'enjeu est de taille pour le cacao national. « Il s'agit d'un double exercice pour Madagascar. D'une part, celui de préparer cette réunion pour vous [ndlr: le panel ad hoc de l'ICCO] et d'autre part, celui

dustrialisation, qui a soumis le dossier de Madagascar en vue d'abriter cette réunion lors d'une réunion de l'ICCO à Abidjan (Côte d'Ivoire) en septembre 2022, s'en remet à l'expérience des yeux aguerris des experts. « Notre message va à tous les cacaoculteurs du monde que vos délégations respectives et vous représentez. Cette revendication légitime est désormais entre vos mains d'experts », affirme-t-il.

## Renommée internationale

Qualité supérieure. Le cacao malgache n'a pas à rougir, si l'en croit Isidore Razafindrakoto, Directeur général du Commerce au sein du MICC. Pour ce responsable, c'est justement la qualité du cacao produit dans la Grande île qui a joué en sa faveur quant à l'obtention de l'organisation de ce panel d'experts. Selon ses propos, « le cacao de Madagascar est un produit de très bonne qualité parce que la Grande île fait partie des producteurs de ce que l'on appelle le cacao fin. C'est une des principales raisons pour laquelle Madagascar a été choisi pour abriter cette réunion de l'ICCO ». Madagascar possède de nombreux produits agricoles qui jouissent d'une renommée internationale, à l'image du cacao. Depuis un moment, les acteurs de cette filière dans la Grande île misent sur la qualité des produits. Bien que la production nationale ait augmenté exponentiellement depuis le dernier panel (passant de 7000 à 15 000 tonnes) le point d'orgue des cacaoyers reste la défense à tout prix de cette qualité qui fait la renommée de ce produit phare.



Madagascar a été sélectionné pour accueillir le panel des experts cacao fin de l'ICCO cette année.

tient actuellement à Madagascar. Pour les journées d'hier et d'aujourd'hui, les experts internationaux de l'ICCO effectuent un atelier à l'hôtel Radisson Blu Ambodivona. Ils examinent minutieusement à huis clos les dossiers d'une vingtaine de pays postulant à l'annexe C de l'Accord International sur le Cacao (AIC) depuis 2010. Le dossier de Madagascar en fait partie en étant le seul pays africain à postuler à ce cercle restreint

de préparer notre candidature pour notre maintien dans la liste de l'Annexe C », a-t-il annoncé lors de son discours d'ouverture hier. Différents acteurs de la filière cacao à l'échelle nationale ont déjà mis l'accent sur l'exemplarité de cette filière en termes de commerce. Tout cela grâce à la politique menée par le MICC, qui est l'encouragement du « partenariat public-privé » ayant déjà porté ses fruits. Toutefois, le ministre de l'In-



# Industrialisation : Le Sénat roule pour la loi sur les coopératives

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 14 JUIN 2023

Après son adoption par l'Assemblée nationale, la semaine dernière, le projet de loi sur les coopératives est passé hier devant la Commission Industrie du Sénat. Comme à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation, Edgard Razafindravahy, assisté de son équipe, a participé à ces travaux des sénateurs. Il a rappelé dans ses explications les grandes orientations de la loi, entre

autres la possibilité pour les coopératives de vendre leurs produits à la fois sur le marché intérieur qu'à l'extérieur. Le ministre a insisté sur le fait qu'il est important d'avoir des coopératives qui regroupent les producteurs de base. « Ensemble, ils peuvent pallier le manque de produits locaux. Si la production augmente, nos importations diminueront. Les coopératives ont un rôle important à jouer à cet égard. Par consé-

quent, le fonctionnement de la coopérative doit être amélioré. C'est l'une des raisons pour lesquelles ce projet de loi a été proposé», a-t-il expliqué. Après les échanges et discussions, la Commission du Sénat a également donné son approbation au projet de loi. A noter que le texte a été adopté sans amendement. Il reste maintenant à savoir la décision

## Madagascar – Union Européenne : Un taux de décaissement à mi-parcours de 56% pour le 11ème FED

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 14 JUIN 2023

**Bonne performance. Les résultats à mi-parcours des programmes et projets financés par l'Union Européenne dans le cadre du 11ème Fonds Européen de Développement (FED) sont plutôt encourageants.**

Une bonne performance qui augure de belles perspectives dans les relations entre la Grande Ile et l'Union Européenne qui poursuit son engagement pour le développement de Madagascar à travers le Programme indicatif national (PIN) financé par le 11ème FED. Le fonds a fait l'objet de discussions entre les deux parties dans le cadre de la réunion du Comité de pilotage qui s'est tenue, hier à l'hôtel Panorama.

### Résultats encourageants

La réunion a été honorée de la présence de la ministre de l'Economie et des Finances et non moins Ordonnateur National du 11ème FED, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, et de l'ambassadrice de l'Union Européenne, Isabelle Delattre Burger. La session a porté sur le bilan du 11ème FED qui est encore en cours et des perspectives du prochain cycle qui sera sous le nouvel instrument du FED dénommé Global Europe: Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument (NDICI) ou instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale. Concernant le 11ème FED qui couvre la période 2014-2020, et qui continuera d'être

mis en œuvre jusqu'en 2025, les résultats sont plutôt encourageants. D'un montant total de 492 millions d'euros alloué à Madagascar dans le cadre du Programme indicatif national (PIN), il affiche actuellement un taux d'engagement de 91,71 % et un taux de décaissement de 56,22%. Jusqu'en 2025, d'autres projets de développement financés par le 11ème FED vont encore se poursuivre.

### Domaines prioritaires

Une bonne option pour l'avenir quand on sait que ces fonds seront utilisés pour soutenir le développement dans plusieurs domaines prioritaires. Plus particulièrement la gouvernance et le renforcement des politiques publiques, avec près de 142 millions d'euros, les infrastructures pour le développement économique, avec environ 204 millions d'euros et le secteur développement rural, avec environ 132 millions d'euros. Ces montants ont été accompagnés de 8 millions d'euros pour l'appui à la société civile, 4 millions d'euros pour le renforcement du système de l'Ordonnateur National, et 2 millions d'euros pour une « Facilitation de Coopération Technique » permettant notamment de réaliser des études. La réunion d'hier a été notamment destinée à évaluer l'avancement des projets et programmes financés. Le comité pourra apporter des ajustements nécessaires et renforcer l'impact des actions effectuées en vue d'assu-



rer une utilisation optimisée des ressources dans la poursuite des objectifs communs.

### 79,5 milliards d'euros

Des objectifs qui seront donc poursuivis avec le nouvel instrument NDICI-Global Europe qui fusionne plusieurs anciens instruments de financement extérieur de l'UE. Il vise à aider les pays qui en ont le plus besoin à surmonter les défis de développement à long terme et contribuera à la réalisation des engagements et des objectifs internationaux que l'Union a convenus, en particulier le programme 2030 et ses objectifs de développement durable et l'accord de Paris. La dotation globale du nouvel instrument est de 79,5 milliards d'euros, l'instrument NDICI – Global Europe et couvrira la coopération de l'UE avec tous les pays tiers, à l'exception des bénéficiaires de préadhésion et des pays et territoires d'outre-mer des programmes géographiques. Madagascar est donc parmi les bénéficiaires du NDICI-Global Europe.

## Coopération : l'UE passe à un nouvel instrument de financement

RIANA R. | LES NOUVELLES | 14 JUIN 2023

Le «Neighbourhood, development and international cooperation instrument» (NDICI), plus connu sous le nom «Global Europe», est désormais l'instrument de financement et de coopération déployé par l'Union européenne (UE) avec ses pays partenaires. Il remplace le Fonds européen

de développement (Fed) mis en œuvre pendant 11 ans et qui a pris fin en 2020. De concert avec le ministère de l'Economie et des finances (MEF), la délégation de l'UE à Madagascar a réuni, hier plusieurs experts et parties prenantes pour la mise en œuvre du NDICI à Madagascar et la mise

en situation des projets financés par le 11e Fed dont une grande partie sont en cours jusqu'en 2025. Des projets financés par le NDICI sont déjà en cours à Madagascar, selon les précisions de la représentante de l'UE à Madagascar, Isabelle Delattre. «Cinq nouvelles conventions ont été déjà

signées avec Madagascar, pour un total de 181 millions d'euros en incluant 31 millions provenant de la Banque européenne de développement», selon ses dires. Si le Fed a été financé par les Etats membres de l'UE et n'a jamais fait partie du budget général de l'institution, le NDICI fait dorénavant partie intégrante du budget de l'UE. « Cette évolution présente de nombreuses implications concrètes. Les fonds du budget de l'Union européenne ne peuvent plus être cogérés.

Ce changement de paradigme induira également des modifications respectivement dans les montages des projets, le partage de rôle entre parties prenantes et la configuration des chaînes de décision», rajoute Isabelle Delattre. La diplomate a aussi fait remarquer une période charnière en ce qui concerne la coopération entre l'UE et Madagascar en ce moment, en raison des projets sous 11e Fed toujours en cours et dont la mise en œuvre se fera encore dans les deux

prochaines années. Le directeur général du Bureau d'appui à la coopération extérieure (Bace) rattaché au MEF, Hery Mandimby Rajoelina a par ailleurs noté une bonne performance en ce qui concerne le taux de décaissement des financements venant de l'UE, de l'ordre de 51% actuellement. Alors que la mise en œuvre des projets financés par le 11e FED se poursuit toujours, la date limite de contractualisation de ces projets est fixée pour juillet 2023.

## Emplois à l'étranger : Des arnaqueurs se font passer pour des recruteurs des Nations Unies

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 14 JUIN 2023

**Une nouvelle escroquerie cible les personnes cherchant un emploi au sein des Nations Unies, avec des arnaqueurs prétendant appartenir à l'UNCTE. Ces escrocs utilisent des méthodes sophistiquées pour soutirer de l'argent aux candidats potentiels.**

Une récente escroquerie cible les individus à la recherche d'opportunités d'emploi au sein des Nations Unies, avec des arnaqueurs se faisant passer pour des représentants du Comité des Nations Unies pour le commerce et l'environnement (UNCTE). Ces imposteurs ont mis en place une stratégie bien orchestrée pour tromper les candidats et les inciter à fournir des informations personnelles sensibles et à verser de l'argent. Selon une lettre d'information diffusée par le ministère malgache des Affaires Étrangères, l'arnaque perpétrée par les arnaqueurs commence par l'envoi d'un e-mail, invitant les personnes intéressées à postuler pour des emplois aux Nations Unies à envoyer leur curriculum vitae à l'adresse « [recruting@un-cte.org](mailto:recruting@un-cte.org) ». Ces arnaqueurs contactent ensuite les candidats potentiels et les soumettent à un processus de recrutement trompeur.

### Aller à New York

Les victimes sont d'abord invitées à passer une visite médicale chez un médecin de leur choix, ce qui peut sembler légitime au premier abord. Cependant, cette étape n'est



qu'un prétexte pour gagner la confiance des candidats et obtenir des informations supplémentaires. Ensuite, les arnaqueurs demandent aux candidats de passer une interview écrite composée de 50 questions. Une tactique qui vise à donner l'impression d'un processus de sélection sérieux et à rendre l'escroquerie plus crédible. Une fois que les escrocs ont recueilli suffisamment d'informations sur les candidats, ils envoient une lettre d'offre d'emploi prétendant que le poste se situerait à New York. Cependant, ils exigent que le candidat sélectionné participe à une formation obligatoire d'orientation.

### Démarches payantes

Dans le but d'appuyer leur imposture, les escrocs prétendent avoir un partenariat avec le Département américain du logement et du développement urbain. Ils promettent de fournir un logement équipé au candidat dès son arrivée, moyennant le paiement

d'une taxe au Gouvernement américain, en fonction du type de logement choisi. Or, ces frais n'existent pas et sont simplement une ruse pour soutirer de l'argent aux victimes. Enfin, les arnaqueurs demandent aux candidats de payer des frais d'obtention de visa. Cela constitue une autre tentative pour les abuser financièrement, car ces frais n'ont aucun lien avec un processus de recrutement légitime des Nations Unies.

### Alerte

Selon les informations, les Nations Unies ont été informées de cette escroquerie et mettent en garde les chercheurs d'emploi contre ces pratiques malveillantes. D'ailleurs, les procédures de recrutement au sein de cette organisation internationale ne font mention d'aucun frais à payer. En effet, les procédures de recrutement des Nations Unies sont transparentes et ne requièrent pas de paiements de la part des candidats. Bref, il est crucial que les chercheurs d'emploi restent vigilants et se méfient de toute demande suspecte provenant de prétendus recruteurs des Nations Unies. En cas de doute, il est recommandé de contacter directement les bureaux des Nations Unies ou les agences de recrutement officielles pour vérifier l'authenticité des offres d'emploi. La vigilance et la connaissance des pratiques de recrutement légitimes sont les meilleures armes pour se protéger contre de telles fraudes.

## Disparition des ressources : Des pêcheurs de Toliara migrent vers le Boeny

MOTISOA MARE. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 JUIN 2023

Les autorités locales de la région Boeny ont recensé soixante-dix-neuf personnes. Ces personnes déclarent être en provenance de la commune de Tsifota, dans le district de Toliara II. Les migrants font actuellement escale au village touristique de Mahajanga, dans la région Boeny, après avoir fait un voyage de trente jours en pirogue. « Nous sommes des pêcheurs de la commune de Tsifota, située à environ 50km

sur le littoral nord de Toliara. Nous faisons face à la rareté des ressources halieutiques chez nous et nous allons vers Mariarano, au nord de Mahajanga afin de chercher du poisson, » raconte l'un des migrants. Ces soixante-dix-neuf personnes sont composées d'hommes, de femmes et d'enfants. Elles sont arrivées à bord de quinze pirogues voilières. Les pêcheurs et leurs familles attendent un vent favorable pour leurs



embarcations pour pouvoir continuer



de naviguer vers la destination qu'ils ont envisagée. « Nous ne voulons de conflit avec personne. Nous sommes pêcheurs de génération en génération. Nous allons juste pêcher des poissons pour pouvoir les

vendre car il y en a plus beaucoup chez nous à Toliara. Nous sommes juste de passage à Mahajanga, en attendant que le vent se lève pour nous pousser vers l'Est » raconte encore une femme pêcheur. Depuis trois

ans, la commune de Mariarano devient un endroit de prédilection pour les pêcheurs migrants. La communauté locale redoute ainsi la disparition à leur tour des ressources halieutiques présentes dans leurs eaux.

## Agrégation agricole : Engagement du groupe STOI à partager les risques

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 15 JUIN 2023

**Les avantages de la mise en application de la loi sur l'agrégation agricole à Madagascar. C'est l'une des thématiques faisant l'objet de débat lors de la 2e édition du Forum B2B-Agribusines organisé par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage en partenariat avec l'EDBM, au Carlton, deux jours durant.**

Le groupe STOI spécialisé dans le domaine de l'agri-business ainsi que les représentants de ses paysans partenaires ont partagé leurs expériences durant cette conférence thématique. « Cette loi sur l'agrégation agricole constitue un cadre légal qui régit les conventions de partenariat entre l'agrégateur, qui est le secteur privé, et l'agrégé qui est le groupement de producteurs. Elle définit également les obligations de chaque partie. Dans le cadre de cette convention de partenariat, le groupe STOI fournit entre autres, les semences de qualité et les intrants agricoles nécessaires pour démarrer la campagne de production aux paysans partenaires dits « PAPAY ». Ces exploitants agricoles bénéficient en même temps des encadrements techniques. En revanche, ces agrégés ont l'obligation de fournir une production agricole tant en qualité qu'en quantité », a expliqué Tahiana Razanamahefa, la directrice de Communication et des Relations publiques du groupe STOI, lors de son intervention dans le cadre de cette conférence thématique.

### Partenariats gagnant-gagnant

En outre, « nous assurons les débouchés à leurs productions quand c'est la période de récolte », a-t-elle poursuivi. D'aucuns reconnaissent que l'agriculture constitue l'un des secteurs les plus vulnérables aux effets néfastes du changement climatique en ce moment. Tout récemment, de nombreuses exploitations agricoles ont été détruites par les averses de grêles dans les régions Analamanga, Vakinankaratra et Alaotra Mangoro.

« Le groupe STOI s'engage ainsi à partager les risques en cas de problèmes liés aux aléas climatiques que peuvent affronter nos paysans partenaires. Ces derniers ne sont plus ainsi obligés de rembourser les investissements que nous avons réalisés pour booster leur production pour une période déterminée. Certes, nous sommes un peu perdants dans cette affaire mais nous restons confiants en l'avenir de ce secteur agricole qui est un des leviers de développement économique de Madagascar. En revanche, le ministère de tutelle nous

culture et de l'Élevage dernièrement. Nous sommes déjà présents dans 16 régions. La récolte pour cette année s'annonce bonne avec un rendement de productivité moyen de l'ordre de 8 tonnes/ha. Vu notre performance, Madagascar sera invité d'honneur dans le cadre de la 3e exposition Chine-Afrique qui aura lieu le 29 juin 2023 en Chine. Nous y participerons activement en collaboration avec les ministères de l'Agriculture, de l'Industrialisation et des Affaires étrangères. Le but consiste à présenter le succès du riz hybride dans la Grande île,



appuie à l'identification des paysans réellement sinistrés. L'objectif de la mise en application de cette loi sur l'agrégation agricole est de nouer des partenariats gagnant-gagnant entre l'agrégateur et les agrégés », a annoncé Tahiana Razanamahefa.

### Madagascar invité d'honneur

Il est à noter que cette entreprise spécialisée dans le domaine de l'agri-business œuvre dans quatre filières porteuses, à savoir, le riz hybride, le maïs, le poids du cap et le haricot dit lingot blanc. « Nous priorisons la vulgarisation et la promotion du riz hybride en signant une convention de partenariat avec le ministère de l'Agri-

tout en acquérant des machines et équipements visant à développer la mécanisation agricole et l'industrialisation », a-t-elle fait savoir. Et parlant de la filière lingot blanc, elle a souligné que le groupe STOI a travaillé en partenariat avec 1 500 paysans dans les régions Miandrivazo et Menabe, depuis 13 ans pour la développer. « Nous enregistrons actuellement une production de l'ordre de 700 tonnes de haricot pour cette campagne ». Par ailleurs, elle a parlé du climat des affaires et des mesures incitatives dans le domaine de l'agri-business, dans le cadre de cette conférence thématique sur l'agrégation agricole.

## Sucoma Ambilobe: la production sucrière devrait atteindre 63.000 tonnes cette année

RAKOTO. | LES NOUVELLES | 15 JUIN 2023

**La campagne sucrière pour l'usine Sucoma Ambilobe, a débuté ce mois. Selon la prévision, la production devrait atteindre 63.000 tonnes de sucre cette année, destinées à approvisionner le marché local.**

Une filière stratégique. La campagne

sucrière vient de débuter pour la Sucoma Ambilobe qui prévoit de produire, comme chaque année, quelque 63.000 tonnes de sucre. A eux seuls, les sites d'Ambilobe et Namakia produisent près de la moitié de la consommation locale. Dans ce sens, le

ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation (MICC), à travers ses branches régionales, suit de près le déroulement de cette campagne sucrière, en se déplaçant sur les lieux. D'après le département ministériel, le prix du sac de



sucre vendu chez les grossistes, s'élève à 172.000 ariary, soit aux environs de 3.440 ariary le kilo. « La distribution du produit fera l'objet d'un contrôle strict afin d'éviter toutes tentatives de spéculation. Le circuit de distribution doit également être respecté », note le MICC.

#### Flambée des prix

Sur le marché local, le prix du sucre n'échappe pas non plus à l'inflation à l'instar des autres PPN. Au près des détaillants, le kilo frôle les 5.000 ariary, depuis maintenant plusieurs semaines. Face à cette situation, la direction régionale du MICC dans l'Anala-

manga, a réuni tous les acteurs concernés au mois de mai, notamment les importateurs, les distributeurs, les détaillants et les chefs de marchés. Au niveau international, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), note une flambée des prix du sucre, liée à une baisse notable de production auprès des principaux pays producteurs. Dans un rapport publié au mois de mai, cet organisme souligne que les prix du sucre sur le marché mondial, ont augmenté de 17,6% par rapport au dernier trimestre de l'année passée, atteignant un record depuis octobre 2011.

La FAO explique également que la flambée des prix du sucre est due à la sécheresse qui a frappé la culture de canne à sucre en Inde, en Thaïlande, en Chine. De même, la hausse des prix du pétrole et la forte demande pour l'éthanol à base de canne à sucre y sont aussi pour beaucoup. Pour le cas de Madagascar, la Grande île importe encore jusqu'à 197.338 tonnes de sucre, afin de répondre à la demande locale. Sa production aux alentours de 89.000 tonnes par an, reste encore faible.

## Agrégation agricole : Engagement du groupe STOI à partager les risques

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 15 JUIN 2023

Les startups technologiques prometteuses sur l'ensemble du continent africain seront sélectionnées par Orange et Digital Africa. Lors du salon Vivatech, ces deux entités ont signé un partenariat stratégique pour renforcer l'accompagnement et la croissance de ces startups, avec le réseau des ODC (Orange Digital Centers). D'après les explications, les startups sélectionnées auront la possibilité d'accéder à diverses ressources, notamment des programmes de mentorat, une assistance technique, la mobilisation de financement ainsi que des opportunités de mise en réseau par l'intermédiaire de l'ODC et de la communauté Digital Africa. Lors de la cérémonie de signature, Jérôme Hénique, DG d'Orange Afrique et Moyen-Orient a indiqué que l'ODC est un écosystème déployé dans 17 pays en Afrique et Moyen Orient et 8 pays en Europe, permettant d'accompagner, de former et d'encadrer les jeunes et les porteurs d'idées innovantes. D'après ses dires, les actions d'ODC visent à soutenir l'employabilité des jeunes et les préparer aux emplois de demain (IA, cybersécurité, etc.) ou pour les encourager à entreprendre dans le numérique. En effet, l'ODC réunit dans un seul et même lieu un ensemble de programmes gratuits et ouverts à tous, allant de la formation des jeunes au numérique jusqu'à l'accélération de startups en passant par l'accompagnement des porteurs de projets et l'investissement dans ces derniers.

#### Innovations

Pour sa part, Isadora Bigourdan, DG de Digital Africa, a noté que la mission de son organisation est de renforcer la capacité des entrepreneurs africains à concevoir et déployer, à grande échelle, des innovations numériques au service de l'économie



réelle. « Agissant comme un catalyseur, Digital Africa rassemble un ensemble de partenaires de toutes nationalités – startups, chercheurs, incubateurs, financiers institutionnels, venture capitalists, cluster techs – engagés auprès des entrepreneurs numériques africains, au premier rang desquels se trouve Proparco, en qualité d'associé unique », a-t-elle expliqué. En effet, l'approche opérationnelle de Digital Africa s'appuie sur un diagnostic clair des besoins des entrepreneurs, directement issu du terrain, notamment à travers un réseau de connecteurs, pour développer un ensemble de programmes. « Les talents numériques sont la clé de la transformation du continent africain. Ce partenariat avec les Orange Digital Centers s'inscrit totalement dans notre stratégie de déploiement, qui vise à identifier au plus près du terrain les entrepreneurs prometteurs et leur faciliter l'accès à des outils d'accompagnement, de financement comme de plaider à travers un réseau international d'alliés », a indiqué

Isadora Bigourdan.

#### Avantages

En s'appuyant sur le vaste réseau d'ODC et de Digital Africa, les jeunes entreprises seront mises en contact avec des investisseurs, des partenaires et des clients potentiels, afin de leur permettre de développer leurs activités et d'accélérer leur croissance. Grâce à ce partenariat, Orange et Digital Africa comptent poursuivre leurs contributions au développement d'un écosystème florissant de startups en Afrique. En fournissant les outils, les connaissances et le soutien nécessaires, cette collaboration vise à donner aux jeunes entrepreneurs les moyens de transformer leurs idées novatrices en entreprises prospères. Selon les deux parties, ce partenariat s'inscrit également dans leur engagement commun à encourager l'innovation numérique « made in Africa » et à promouvoir le développement socio-économique sur le continent africain.

# Centre de conférences international: coup d'envoi de la 9e édition de l'ITM

RIANA R. | LES NOUVELLES | 15 JUIN 2023

L'International Tourism Fair Madagascar (ITM) ouvre ses portes, ce jour au Centre de conférences international (CCI) d'Ivato. Les quatre jours de salon sont dédiés exclusivement à la promotion de la destination Madagascar, à travers les expositions des professionnels du secteur Tourisme-hôtellerie-restauration (THR), des offices régionaux, mais aussi les activités connexes telles que le transport, l'artisanat... Cette 9e édition de l'ITM est la toute première organisée par le ministère du Tourisme, l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM) et plusieurs partenaires, après la crise du Covid-19 qui a fortement impacté le secteur. L'enjeu est donc important, celui de donner un nouveau souffle à ce secteur

porteur, vivier d'emploi et pourvoyeur de devises pour le pays. Pour cette année, la



durabilité et la digitalisation seront les fils conducteurs du salon. La durabilité est mise en avant par les organisateurs, face à une demande croissante constatée, auprès des

consommateurs qui priorisent désormais le rapprochement entre les hommes, le tourisme de la nature, la préservation de l'environnement. La digitalisation quant à elle, est devenue indéniable pour la promotion et la visibilité de la destination, à l'heure de la transformation numérique qui évolue à vitesse grand V, partout dans le monde. La diversification des produits touristiques faisant partie de la stratégie de développement du tourisme à Madagascar, de nouvelles offres inédites permettant de découvrir le pays autrement, seront proposées au public et aux visiteurs durant l'événement. Les organisateurs s'attendent par ailleurs à accueillir près de 18.000 visiteurs durant cette nouvelle édition de l'ITM.

# Filière café: chute drastique de la production malgache

ARH. | LES NOUVELLES | 15 JUIN 2023

**Seul, 0,4% de la production mondiale, soit 10.000 tonnes de café, proviennent de Madagascar. Et depuis 2016, la production a fortement chuté car la Grande île n'a pu exporter que 270 kg l'année dernière contre plus de 9.000 tonnes en 2010. Au lieu d'être un pays exportateur de café, Madagascar est devenu importateur en la matière.**

En 2016, Madagascar a pu produire plus de 28.000 tonnes de café et s'est classé au 80e rang mondial. Mais d'après les derniers chiffres fournis par la direction générale du Commerce et de la consommation, entre 2018 et 2020, la production a chuté de 5.000 à 500 tonnes. En parallèle, la Grande île a exporté 9.000 tonnes de café en 2010. Le volume exporté a largement baissé à 545 kg en 2018. Les opérations d'exportation ont enregistré une petite reprise en 2020 avec 3.134 tonnes expédiées, mais ont rechuté à 530 tonnes en 2021 et à 270 kg en 2022. Ces fluctuations de la production et des exportations ont conduit forcément à un boom de l'importation de café pour satisfaire les besoins locaux. La Grande île en a ainsi importé quelque 67 tonnes en 2020, 65 tonnes en 2021 et 266 tonnes l'année dernière. Sur les 11 pays regroupés au sein de l'Agence des cafés robustas d'Afrique et de Madagascar (Acram), la Côte d'Ivoire caracole en tête du classement en termes de production. Madagascar se trouve à la 4e place avec une production annuelle très irrégulière, après le Cameroun et la République du Congo.

## Conversion des caféiculteurs

Lors d'un séminaire d'échange organisé conjointement par l'Acram et l'International Trade Center (ITC), mardi au Radisson Blu à Antananarivo, réunissant des acteurs locaux du secteur du café, le directeur général du Commerce et de la consommation de



Madagascar, Isidore Andrianirina Razanakoto indique entre autres, « la plupart des caféiculteurs se convertissent vers d'autres cultures comme la riziculture en transformant une grande partie des champs de café, un vieillissement des plants ayant conduit à une baisse aussi bien de la quantité que de la qualité et non moins l'enclavement des zones productrices de café ». « Qui plus est, la production caféière regroupe une centaine de milliers de petits exploitants. L'existence de nombreux intermédiaires dans la chaîne de valeur a affaibli la filière jusqu'au point de décourager les principaux acteurs, en particulier les planteurs. Cette situation a favorisé l'informel », déplore-t-il.

## Soutien de l'Acram et de l'ITC

Le président de l'Acram, Enselme Gouthon, accompagné de son secrétaire exécutif, Ismaël Ndjewe Ndomba et Mory Diawara de l'ITC, présents à ce séminaire, a identifié les défis auxquels les acteurs malgaches du café sont confrontés. Enselme Gouthon fait état d'un « bilan très négatif ». « L'Acram

avec ses partenaires comme l'ITC dispose de ressources que nous pouvons mutualiser pour soutenir la relance de la filière. L'expertise en matière de café à Madagascar existe dans la mesure où l'île a été l'un des meilleurs producteurs de café en Afrique. Le potentiel dont le pays dispose justifie l'intérêt pour nous d'accompagner Madagascar qui est aussi à l'origine de la création de l'Acram (Madagascar figure parmi les 11 premiers pays africains ayant fondé l'Acram en 2007 : ndlr) », a-t-il déclaré. Ce séminaire était l'occasion pour l'Acram de remettre à la partie malgache le « Guide du Café ». Pour dire que le café est une filière prometteuse puisque Madagascar a sa filière biologique à faire valoir. En collaborant avec l'Acram et l'ITC, les promoteurs de la filière café ont déclaré être déterminés à revitaliser le secteur et redynamiser les plateformes de la filière, à l'exemple du Conseil national du cacao (CNC).



# Salon de l'ITM-2023 : Un million de touristes en ligne de mire

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 JUIN 2023

**Un objectif ambitieux a été fixé par le ministère du Tourisme, celui d'atteindre 1 million de touristes d'ici 2028.**

Le ministre du Tourisme, Joël Randriamandranto, annonce la couleur. Madagascar s'est fixé comme objectif d'atteindre le million de visiteurs pour l'horizon 2028. Une panoplie de stratégies a été déployée pour ce faire et cette neuvième édition du Salon de l'ITM (International Tourism Fair Madagascar) en fait justement partie. L'évènement vient d'être lancé hier au Centre de Conférence International d'Ivato. Avec ce salon, il est question de rattraper le nombre de touristes prévus pour visiter l'île Rouge en 2019, qui devait atteindre près de cinq cent mille personnes mais aussi d'avancer progressivement vers un objectif plus large. Celui de booster le tourisme vers la Grande

soi un bon signe. Elle montre que le secteur du tourisme à Madagascar revient peu à peu à la normale, surtout après les années de pandémie » a souligné Joël Randriamandranto, lors de son entrevue avec la presse hier. Il a également évoqué les atouts dont la Grande île pourrait bénéficier en marge de cet évènement. Un exemple concret est la présence des représentants de l'association des îles vanilles. « En plus du salon proprement dit, nous avons les représentants des îles vanilles qui s'adonneront à des conférences de haut niveau sur différentes thématiques comme le tourisme durable, la digitalisation ou encore l'environnement. Tout cela dans l'optique de donner un coup d'accélérateur à l'économie durable, pour toujours atteindre le million de visiteurs », dit Joël Randriamandranto.

rel.

**Les organisateurs déploient les grands moyens**

La destination Madagascar est dans le « Top five »! Pour cette neuvième édition qui est placée sous le thème de la durabilité et de la digitalisation dans le tourisme, les exposants, ainsi que l'organisation du salon, ont déployé les grands moyens. 17 espaces d'exposition ont été mis en place, soit près de 300 stands répartis sur une surface avoisinant les 30 000 mètres carrés. Cette année, l'Office National du Tourisme entend atteindre un plus haut niveau de 20% supérieur en termes de visiteurs par rapport à l'édition précédente. Des animations permanentes faites par les organisateurs ont permis aux visiteurs d'avoir un avant-goût des aventures qu'il est possible de réaliser dans la Grande île. « Il y a à peu près toutes les attractions possibles pour ce qui est du tourisme dans ce salon ! C'est impressionnant » estime Mialy, une jeune étudiante de première année à l'université d'Antananarivo. En effet, il y a des pistes de VTT ou encore des montgolfières qui sont à la disposition des visiteurs de ce Salon. L'objectif est de faire connaître à un maximum de gens les nouveaux attraits de la destination Madagascar, en plus des innombrables sites naturels et historiques possédant une renommée mondiale. « J'espère qu'il y aura beaucoup de visiteurs lors de ce salon, nous avons différentes animations en plus des stands d'expositions », note le ministre du Tourisme pour faire la promotion de l'évènement. Des tombolas sont également organisées dans plusieurs stands pour gagner des voyages, des séjours ainsi que divers lots. Faniry est venu seul visiter le salon, a tenté sa chance au stand numéro 27 de l'agence « Les 58èmes visiteurs », pour avoir une réduction sur le prochain voyage organisé à Nosy Be . « On ne sait jamais » dit-il. Les opérateurs touristiques sont de nouveau réunis après presque 4 ans, l'occasion pour les professionnels du tourisme de redonner une bouffée d'air frais pour le secteur à Madagascar. Cette rencontre annuelle des professionnels du tourisme ainsi que des investisseurs a été suspendue depuis 2020 pour des raisons liées à la pandémie de Covid 19. Les programmes s'enchaînent jusqu'à dimanche, avec les expositions et animations qui sont permanentes.



île et ainsi atteindre le million de visiteurs pour l'horizon 2028. Selon Joël Randriamandranto, ministre du Tourisme, « ce rendez-vous de l'ITM fait partie de la stratégie mise en œuvre depuis un certain temps pour atteindre notre objectif principal qui est celui de pouvoir compter un million de visiteurs en 2028 » comme il l'a annoncé hier à la presse. D'après ses explications, toutes les stratégies du ministère et des partenaires convergent vers l'horizon 2028. Malgré le fait que 2019 ait été une année propice pour le tourisme et par là même, l'économie, les efforts déjà engagés ne vont pas s'arrêter de sitôt. Le grand retour. Pour ce retour en fanfare du Salon international du tourisme, Madagascar a mis les bouchées doubles. Avec le ministère du Tourisme et les partenaires de tous bords, aussi bien nationaux qu'internationaux. « La tenue de cet évènement organisé par l'ONTM (Office National du Tourisme) est en

## Quelques bons plans à l'ITM

Amoureux de la nature et passionnés de vélos pourront rejoindre les aventures organisées par le groupe M-Bike, qui propose des randonnées avec des vélos de location. Des VTT-AE (VTT à assistance électrique) pourront accompagner les gens friands de nouvelles découvertes avec un service de location de vélos. Les 58èmes visiteurs, une agence de voyages, propose quant à elle un voyage organisé sur la destination Nosy Be Hell Ville sur un tarif à partir de 1.190.000 ariary par personne du 29 Juin au 7 Juillet 2023. Les places sont très limitées. Présente au salon sur le stand numéro 7. Pour les rencontres avec la faune et les randonnées, Croc Farm propose un service idéal avec comme attrait un circuit de 10 kilomètres à travers le village d'Ambhipanatina et celui de Fiankarana, près d'Ivato. Pour un tarif de 45 000 ariary par personne, les clients auront droit à un guide naturaliste et cultu-



# Droit du travail : Madagascar s'aligne aux normes de l'OIT

GARRY FABRICE RANAIVOSON. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 JUIN 2023

**En marge du sommet de l'OIT, à Genève, la Grande île officialise la ratification de quatre conventions. Des textes qui complètent l'adhésion de Madagascar aux principaux actes internationaux inhérents au droit du travail.**

La boucle est bouclée. Quatre ans après sa dernière participation à un niveau présidentiel au sommet de l'Organisation internationale du travail (OIT), Madagascar complète son adhésion aux instruments internationaux inhérents au droit du travail et des travailleurs. Une étape décisive matérialisée par la ratification de quatre conventions de l'OIT, hier, à Genève. "Ainsi, je peux annoncer avec fierté que Madagascar a désormais ratifié toutes les conventions fondamentales de l'OIT", se félicite Andry Rajoelina dans son discours tenu devant l'assemblée plénière de la 111e Conférence internationale du travail. Le point d'orgue de la présence de la délégation malgache au sommet de Genève s'est en effet tenu hier. Juste après son discours, le locataire d'Iavoloha a déposé officiellement les instruments de ratification de quatre conventions de l'OIT. Trois sont relatives à la santé et à la sécurité au travail. La quatrième est la convention sur le travail maritime. La signature de l'acte de ratification a été faite avec Gilbert F. Hougbo, directeur général de l'OIT. La cérémonie de ratification s'est tenue en présence de représentants des employeurs et des travailleurs malgaches. Du début jusqu'à la fin du sommet de Genève, Noro Andriamamonjirison, représentante du groupement des entreprises de Madagascar (GEM), et Francine Randrianarisoa, présidente nationale de la Confédération des syndicats des travailleurs malgaches (FISEMARE), ont été aux côtés du président de la République. Ceci, pour démontrer que les initiatives, les décisions et actes officialisés au siège de l'OIT découlent d'un processus concerté et ayant fait consensus entre les trois principaux acteurs du monde du travail, selon les explications.

## Satisfecit

La signature effectuée hier est le corollaire d'une démarche initiée en 2019. Cette année-là, à Genève, le Président Rajoelina avait signé la ratification de six conventions de l'OIT. Elles portent, entre autres, sur la lutte contre la traite des êtres humains, le travail forcé, ou encore le droit des travailleurs domestiques. Dans une allocution pour introduire la prise de parole du locataire d'Iavoloha, Gilbert F. Hougbo sou-



ligne, par ailleurs, "qu'en 2019, votre pays a été pionnier en matière de lutte contre le travail des enfants". Devant la réunion plénière de la Conférence internationale du travail, Andry Rajoelina soutient ainsi, "promouvoir un emploi décent pour tous est au cœur des priorités de l'Etat malgache. Cela fait plus de quatre ans que nous travaillons sans relâche à travers des mesures significatives". Un point sur lequel il a été félicité par le patron de l'OIT. "Une des stratégies prioritaires de votre politique d'émergence de Madagascar est le travail décent pour tous les Malgaches, en particulier, pour les jeunes et les femmes", affirme ce dernier. Durant une réunion bilatérale faisant suite à la signature des actes de ratification des quatre conventions, hier, le directeur général de l'OIT a réitéré ses mots d'encouragement au chef de l'Etat. "Je vous suis de près depuis le début de votre mandat, et même durant la Transition. Je tiens à vous féliciter pour les étapes franchies, car vous faites preuve d'un leadership exemplaire que l'Afrique peut saluer, et qui se traduit en réalisation". Le satisfecit exprimé par Gilbert F. Hougbo pourrait s'expliquer par le fait que la Grande île est le 5e pays au monde à avoir ratifié les conventions sur la santé et la sécurité au travail. Deux principes que l'OIT a érigé en droits fondamentaux du travail depuis l'année dernière. Le locataire d'Iavoloha a ainsi profité de la réunion bilatérale d'hier pour s'assurer du maintien des efforts étatiques, afin de traduire en action les conventions ratifiées et "la marche vers un emploi décent pour tous". Selon Cynthia Samuel-Olonjuwon, sous-directrice générale et directrice régionale pour l'Afrique de l'OIT, Madagascar peut s'appuyer sur

des secteurs-clés, comme l'économie bleue, pour atteindre l'objectif d'un emploi décent pour tous. À l'entendre, "Madagascar est sur la bonne voie", y compris pour l'inclusivité des femmes et des jeunes, ainsi que les personnes en situation de handicap. Le grand défi que doit relever Madagascar est aussi l'effectivité du travail décent pour le secteur informel.

## Appel à la solidarité internationale

Une justice sociale pour tous est le thème central de ce 111e Conférence internationale du travail, qui se tient au siège de l'OIT, à Genève. "Ma présence ici confirme et affirme l'engagement de Madagascar à veiller à une justice sociale au service de l'emploi décent pour tous. Cela consiste à garantir à tout un chacun l'accès à la santé, à l'emploi, à la nourriture et bien entendu à l'éducation", déclare alors le Président Andry Rajoelina. "Je voudrais parler aujourd'hui pour ceux qui ne sont plus entendus, et revendiquer le droit de chacun à l'égalité des chances, afin que l'on puisse améliorer les conditions de vie des plus vulnérables. Ainsi, chaque leader doit s'assurer de proposer un emploi décent à chaque citoyen actif. (...) Car l'emploi pour tous et la justice sociale sont les conditions qui rétablissent la confiance entre les dirigeants et les citoyens", ajoute le chef de l'Etat. En conclusion de son discours, il lance un appel "sur la nécessité d'une mobilisation à l'échelle internationale pour soutenir les efforts de relance d'une croissance durable. Il est de notre devoir d'être solidaires pour que la justice sociale devienne une réalité et que le travail décent soit un droit accessible aux générations actuelles et futures".

# Forum Germano-Africain de l'Énergie : Participation active de Madagascar à Hambourg Allemagne

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 16 JUIN 2023

Madagascar est représenté par le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Solo Andriamanampisoa, au Forum Germano-Africain de l'Énergie. « Débloquer les industries – L'hydrogène en Afrique : Transformer les infrastructures et les partenariats » est le thème de cette 2ème édition. Organisé par l'association des entreprises allemandes en Afrique (Afrika-Verein der deutschen Wirtschaft), cet événement s'est tenu les 14 et 15 juin 2023 à Hambourg, en Allemagne. Hier, le ministre Solo Andriamanampisoa, qui a pris la parole, hier, devant les plus de 400 participants de haut niveau, composés des délégations ministérielles africaines et européennes, des spécialistes et des experts en énergie, ainsi que des représentants de haut niveau.

## L'hydrogène au cœur des discussions

Cette année, les organisateurs ont mis en avant le fort potentiel et la valeur ajoutée de la production d'hydrogène vert, considéré comme le carburant du futur. Dans la lutte contre le changement clima-

tique, l'Europe, et plus particulièrement l'Allemagne, mise sur le développement de l'hydrogène vert. Dans cette perspective, il est indispensable de s'appuyer sur des partenaires internationaux pour construire un marché mondial de l'hydrogène et soutenir les industries. Le continent africain est identifié comme un partenaire important et incontournable. Malgré le grand nombre de projets potentiels de production d'hydrogène vert en Afrique, cette production n'est pas encore rentable sans subvention, en raison du manque d'investisseurs privés et de la dépendance persistante des industries vis-à-vis du pétrole et du gaz. Bien que l'importance de l'hydrogène vert soit incontestable, les discussions constructives et fructueuses entre les participants ont porté sur les orientations stratégiques, les calendriers d'exécution des programmes et projets et les investissements à faire.

## Besoin d'infrastructures

La cérémonie solennelle d'ouverture de la conférence a été marquée par les dis-

cours officiels, notamment celui de Jennifer Lee Morgan, Secrétaire d'État Fédéral et Envoyée Spéciale pour l'action climatique internationale du ministère fédéral des Affaires étrangères de l'Allemagne. Par la suite, plusieurs tables rondes ont été organisées pour discuter du développement de l'hydrogène vert en Afrique et en Europe. Selon les participants au forum, l'objectif principal est de construire un marché africain compétitif, productif et intégré pour l'hydrogène vert. Parmi les points abordés lors de l'événement, on retrouve l'idée d'agir en premier en construisant les infrastructures nécessaires, enclenchant ainsi la transition énergétique en Afrique et plaçant l'énergie verte et la production d'hydrogène au cœur du développement du continent. Alors que l'économie allemande se décarbonise et que les pays africains se préparent à leur émergence industrielle, l'intérêt pour les solutions d'hydrogène vert se concrétise progressivement en de réelles opportunités.

